

## L'économie martiniquaise en 2018 - Une trajectoire inquiétante

Christian Louis-Joseph

L'Insee a publié son bilan économique 2017 pour la Martinique<sup>1</sup>.

Une collection de chapitres dont la synthèse laisse perplexe : certaines évolutions sont positives (la situation financière des ménages, le tourisme, le transport aérien et maritime, l'activité bancaire...) ; d'autres le sont beaucoup moins (l'agriculture, le commerce extérieur, le chômage...).

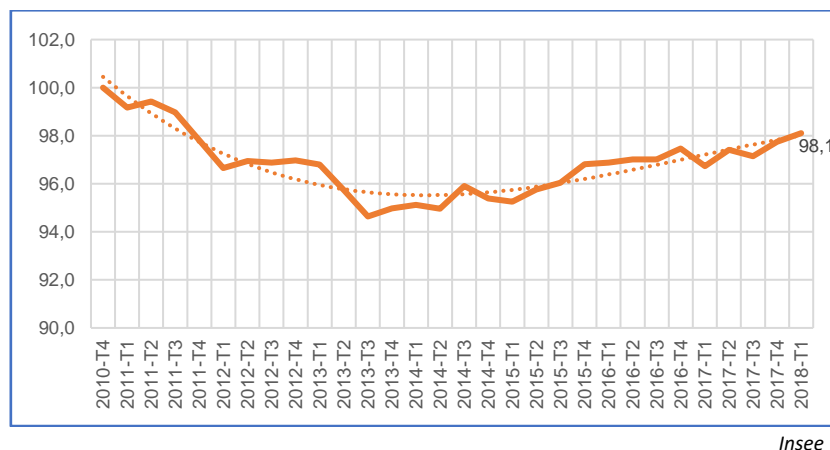
Il n'en ressort aucune appréciation claire de l'état de l'économie martiniquaise et de ses perspectives, sauf, de manière indirecte, à comparer le sous-titre qui donne la tonalité du document à ceux plutôt optimistes de Guadeloupe ("Une activité bien orientée malgré les cyclones") et de Guyane ("Malgré les barrages, l'économie de Guyane fait preuve de vigueur en 2017") : le trait mis en exergue en Martinique est sombre ("Un coup d'arrêt dans la baisse du chômage"), d'autant que le rapport précise que le nombre de demandeurs d'emploi augmente.

Dans une publication plus récente, consacrée au premier trimestre 2018, l'Institut souffle le chaud : "L'emploi salarié repart à la hausse"<sup>2</sup>. Il a augmenté de 1,4% par rapport au premier trimestre 2017.

Les séries trimestrielles estimées de l'emploi salarié<sup>3</sup>, permettent d'apprécier cette évolution dans la durée.

Apparemment, le chiffre de 2018 s'inscrit dans une tendance à la hausse, amorcée au dernier trimestre 2013.

Gr. 1 – Martinique, indice d'évolution de l'emploi salarié (T4 2010 à T1 2018)

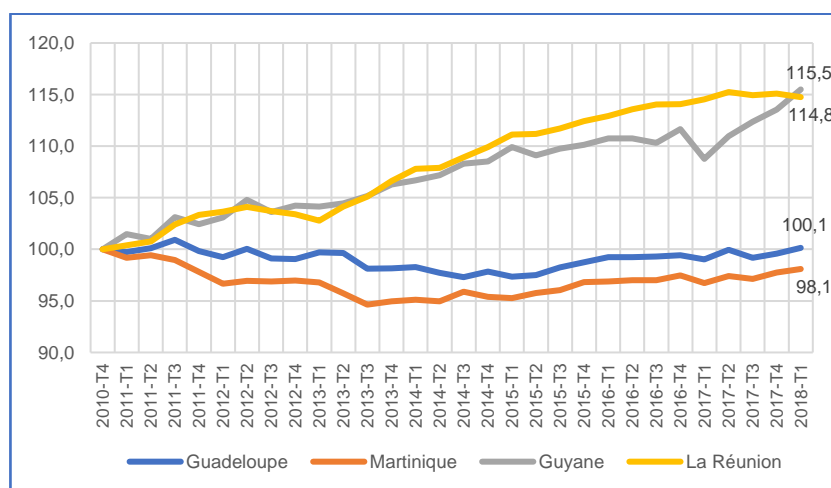


Néanmoins, la comparaison avec les autres territoires ultramarins et les informations relatives à l'investissement des entreprises fournies par l'ledom, dans ses Rapports annuels, conduisent à douter de la vigueur et de la pérennité de cette reprise. Une reprise d'ailleurs timide, puisque le taux de croissance annuel moyen de l'emploi, depuis 2013, n'est que de 0,7% et que le niveau atteint en 2018 est encore inférieur à celui de 2010.

### I. L'évolution de l'emploi

Le graphique 2 compare les évolutions de l'emploi salarié dans les territoires de Guadeloupe, Guyane, Martinique et La Réunion.

**Gr. 2 – Évolution de l'emploi salarié dans les DCROM (2010-2018)**



Insee

Le contraste est marqué entre La Réunion et la Guyane, d'une part, les deux Antilles, d'autre part. D'un côté, des démographies dynamiques, de l'autre, des populations vieillissantes et en déclin : la variable démographique (dont le rapport de l'Insee évoque, à peine, l'impact) joue, probablement, un rôle, peut-être le principal, dans la différenciation de ces régimes de croissance.

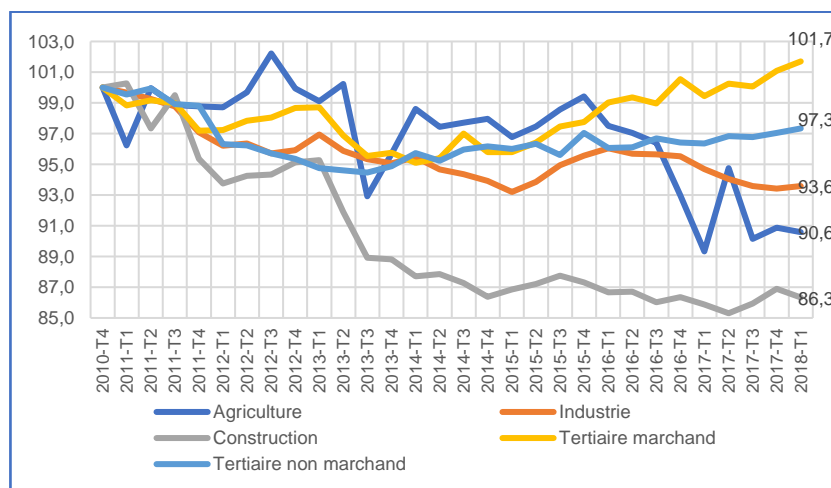
L'examen des évolutions sectorielles accentue le contraste : en Guyane et à La Réunion, l'emploi augmente dans l'agriculture, l'industrie et la construction, alors qu'il diminue dans ces secteurs en Guadeloupe et en Martinique.

**Tab. 1 – Évolutions sectorielles 2010 – 2018 (milliers de salariés)**

	Guadeloupe			Guyane			Martinique			La Réunion		
	2010	2018	Évol.	2010	2018	Évol.	2010	2018	Évol.	2010	2018	Évol.
Agr. - Ind. - Constr.	16,5	15,6	-5,4%	7,3	7,8	7,1%	20,3	18,3	-9,5%	32,8	35,3	7,9%
Tertiaire marchand	50,7	49,6	-2,2%	16,1	18,6	15,9%	53,9	54,8	1,7%	99,4	112,8	13,5%
Tertiaire non marchand	50,9	53,0	4,2%	23,4	27,6	17,8%	51,8	50,4	-2,7%	91,1	108,1	18,7%
Total	118,1	118,2	0,1%	46,8	54,0	15,5%	125,9	123,5	-1,9%	223,3	256,3	14,8%

Depuis 2010, en un peu plus de 7 ans, la Martinique aura créé 900 emplois salariés dans le Tertiaire marchand, mais elle en aura perdu 3 400 dans les autres secteurs.

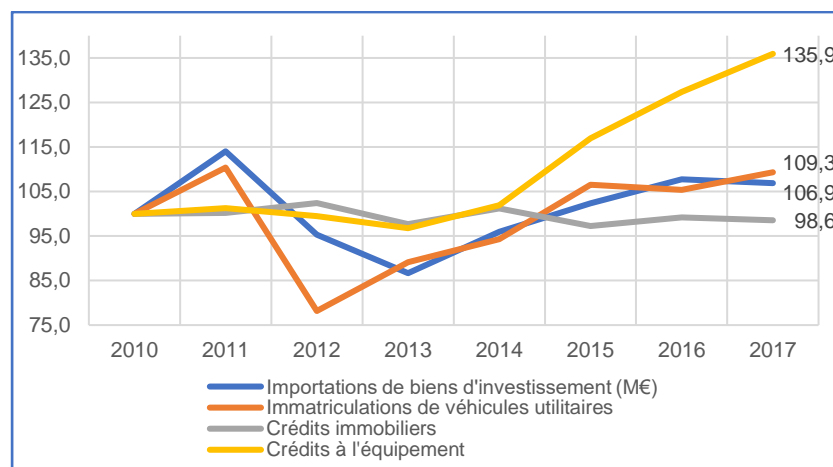
**Gr. 3 – Évolutions sectorielles de l'emploi salarié en Martinique**



## II. Investissement et finances des entreprises

Le graphique 3 retrace l'évolution de quatre indicateurs de l'investissement des entreprises. De 2013 à 2017, les crédits d'investissements, les importations de biens d'équipement et les immatriculations de véhicules utilitaires augmentent à un rythme annuel moyen rapide (respectivement 8,9%, 5,3% et 5,2%).

**Gr. 4 – Quatre indicateurs de l'investissement des entreprises**



ledom

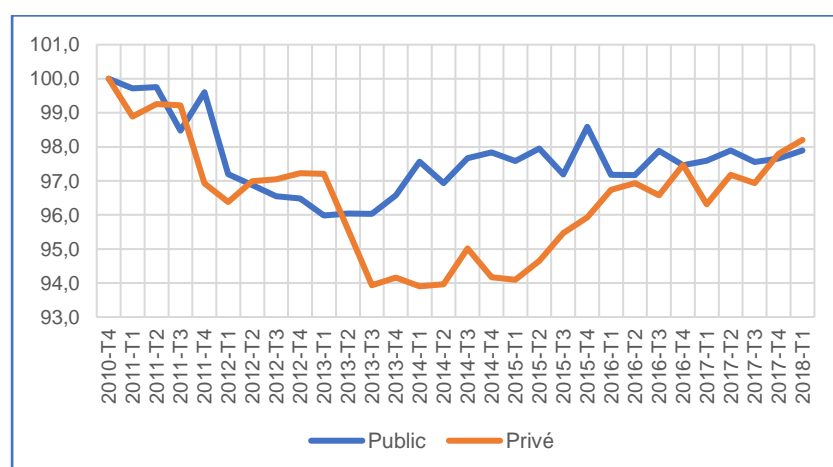
Néanmoins, les importations de biens d'équipement amorcent, en 2017, un repli qui s'accroît au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 (-14% en glissement annuel)<sup>4</sup>. Les importations de véhicules utilitaires diminuent également au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 (-1,2% en glissement annuel).

La reprise des crédits immobiliers en 2014, ne s'est pas confirmée.

Le vigoureux décollage des crédits à l'équipement comporte une marge d'incertitude : seuls sont recensés les crédits supérieurs à 25 000 €, alors que pour toutes les entreprises sans salariés, pour plus des ¾ des entreprises de 1 à 9 salariés et pour plus de la moitié des entreprises de 10 à 249 salariés, les montants investis en 2015 (dernière année où ils sont connus) sont inférieurs à ce seuil<sup>5</sup>.

Mais, en tout état de cause, l'incidence très modérée de la croissance de l'investissement sur l'emploi vaut d'être relevée. Après une décre de 6% jusqu'au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013 (5 000 emplois perdus), l'emploi privé repart à la hausse au 2<sup>ème</sup> trimestre 2015. 3 500 emplois sont regagnés.

**Gr. 5 – Évolutions des emplois privé et public**



Cependant, comme le montre le graphique 3, la reprise fait long feu dans l'agriculture, l'industrie et la construction. Dès l'année 2016, c'est le tertiaire, marchand et non marchand, qui porte l'emploi.

Le faible impact de l'investissement privé sur l'emploi conforte l'hypothèse (formée à partir des enquêtes de conjoncture de l'ledom) selon laquelle les investissements ont visé le renouvellement des équipements et non l'extension des capacités de production. Il n'est, d'ailleurs, pas exclu que l'expiration annoncée de certains dispositifs de défiscalisation en décembre 2017 ait provoqué, par anticipation, certaines décisions d'investissement.

Plus remarquable encore est l'évolution des actifs financiers<sup>6</sup> des sociétés non financières qui, à partir de 2012, explosent, au rythme d'une croissance moyenne annuelle de plus de 11% (23% pour l'année 2017), la part des dépôts à vue passant de 60 à 78%. L'encours de ces actifs est passé de 1,2 Mds d'€, en 2012, à 2,1 Mds d'€ au 31 décembre 2017 (+ 70%). Il équivaut à 24% du PIB et à 150% de la totalité de l'investissement brut de l'ensemble des agents économiques (ménages et administrations compris) en 2016<sup>7</sup>, à plus de deux fois et demie l'investissement corporel des entreprises non financières (hors agriculture) de 2015<sup>8</sup>. Assurément, une part de ces actifs correspond à des engagements (dettes fournisseurs, sociales et fiscales), mais l'hypothèse d'une montée de ces engagements dans de telles proportions est à exclure.

La comparaison avec les autres collectivités ultramarines est éclairante. On y retrouve le contraste mis en évidence dans le graphique 1. C'est en Guadeloupe et en Martinique où le poids des actifs financiers des sociétés non financières est le plus élevé que le taux d'investissement est le plus bas.

**Tab. 2 – Actifs financiers des SNF et taux d'investissement dans les DCROM**

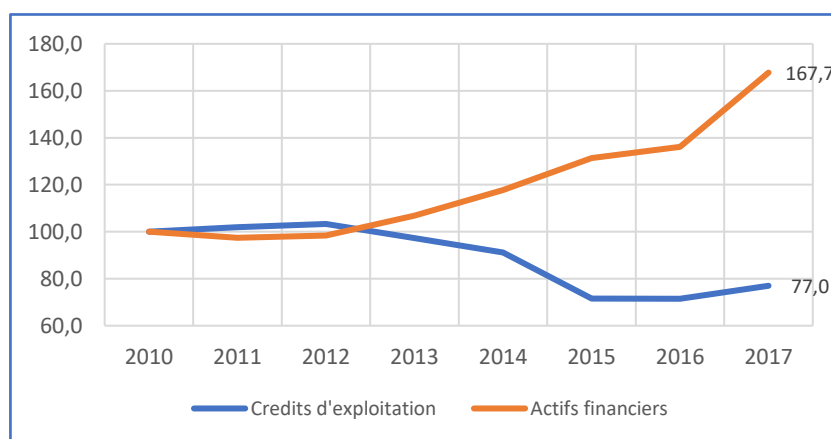
	Invest./ PIB	Actifs/ Concours	Actifs/ Invest.	Actifs/PIB
Guadeloupe	16,1%	55,2%	135,9%	21,9%
Guyane	26,8%	36,3%	54,6%	14,6%
Martinique	16,0%	58,0%	151,3%	24,2%
La Réunion	20,8%	40,8%	98,6%	20,5%

*Investissement et PIB de 2016 (Source : CEROM)*

*Actifs financiers des SNF et concours à l'ensemble des entreprises au 32/12/2017.*

L'abondance de disponibilités explique, probablement, la baisse de la demande de crédits d'exploitation dont l'encours, en Martinique, diminue, sur les quatre dernières années, de 23%.

**Gr. 6 – Actif financiers des sociétés non financières et crédits d'exploitation aux entreprises**



*ledom*

### Quelles perspectives ?

On retiendra de ce qui précède que la reprise tendancielle de l'emploi, observée au premier trimestre 2018 doit être relativisée. D'une part, le taux de croissance de l'emploi est trop faible pour répondre aux problèmes posés par le chômage et l'hémorragie migratoire : 4 400 emplois ont été créés du 4<sup>ème</sup>

trimestre 2013 au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, alors qu'il en avait été perdu 6 800 depuis 2010 et 8 200 depuis 2008, point haut du cycle<sup>9</sup>. Et l'analyse sectorielle montre que ce faible dynamisme repose sur le seul secteur du Tertiaire marchand.

La relance de l'emploi est soumise, aujourd'hui, à quatre contraintes :

- la première est la baisse de l'emploi public et, plus généralement, dans le secteur non marchand, un instant soutenus par les emplois aidés mais que la convergence du déclin démographique et des difficultés des collectivités locales suradministrées rend inéluctable ;
- la seconde tient aux effets (sur l'emploi et les revenus) de la baisse de l'investissement de ces collectivités sur la filière construction ;
- la troisième concerne les effets propres du déclin démographique sur le volume et la structure de la consommation ;
- la dernière, enfin, est la faiblesse du taux d'investissement des entreprises privées. L'accumulation d'actifs financiers est le signe d'une rentabilité financière qui se maintient ou s'améliore et la stérilisation de ces disponibilités importantes dans des emplois peu ou pas rentables (dépôts à vue et placements liquides ou à court terme) doit retenir l'attention.

Tout se passe comme si la population des entreprises était freinée dans son développement, en dépit de nombreuses tentatives d'entrée. De 2011 à 2017, on compte 9 529 créations de sociétés et 6 490 d'entreprises individuelles, hors micro-entrepreneurs<sup>10</sup>. Pour autant, le nombre d'établissements répertoriés par l'ACOSS ne s'accroît, sur la même période, que de 470 unités, dont les  $\frac{3}{4}$  sont des entreprises de 0 à 9 salariés<sup>11</sup>.

Une configuration qui associe une bonne profitabilité<sup>12</sup>, un taux d'investissement faible, une croissance molle et un chômage élevé définit un équilibre de sous-emploi dans lequel le facteur immédiatement contraignant n'est pas la compétitivité des entreprises mais le niveau de la demande solvable. Dans ces conditions, il est à craindre qu'une politique économique privilégiant le soutien de l'offre (aides à l'investissement ou à la production) soit d'une efficacité limitée au regard de la création d'emplois.

11/08/2018

---

<sup>1</sup> Insee *Conjoncture Martinique*, n° 4, 31/05/2018.

<sup>2</sup> Insee *Flash Martinique*, n° 97, 27/07/2018.

<sup>3</sup> Insee, *Chiffres clés*, 12/07/2018.

<sup>4</sup> Iedom, *Tendances conjoncturelles - Annexes statistiques 1<sup>er</sup> trimestre 2018*, juin 2018.

<sup>5</sup> Insee *Analyses Martinique*, n° 26, 06/08/2018.

<sup>6</sup> Dépôts à vue, placements liquides ou à court terme, épargne à long terme.

<sup>7</sup> CEROM, *Les comptes économiques de Martinique en 2016*, n° 27, décembre 2017.

<sup>8</sup> Insee *Analyses Martinique*, n° 26.

<sup>9</sup> Séries emploi depuis 1989 : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3524476?sommaire=3202716#titre-bloc-9>.

<sup>10</sup> [https://www.insee.fr/fr/statistiques/series/102722714?ACTIVITE\\_CREAT\\_ENT=2722679&ZONE\\_GEO=2322812](https://www.insee.fr/fr/statistiques/series/102722714?ACTIVITE_CREAT_ENT=2722679&ZONE_GEO=2322812).

<sup>11</sup> <https://www.acoss.fr/home/observatoire-economique/donnees-statistiques/bases-de-donnees/les-denombrements-annuels.html>.

<sup>12</sup> En 2015, le taux de marge moyen dans le secteur marchand est de 35,4% (Insee *Analyses Martinique*, n° 26). Il est de 26% au niveau national (Insee, *Tableaux de l'économie française*, éd. 2018)